



Campagne Internationale de Plaidoyer sur la Situation de la DÉMOCRATIE et de l'ÉTAT DE DROIT en République Démocratique du Congo (RDC)

Le Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo (CARSOC) rend public la note d'information intitulée « **État des lieux de la démocratie, de l'État de droit et des forces socio-politiques en République Démocratique du Congo depuis le début de l'année 2026. Que faire?** » (ci-joint).

La présente campagne vise à sensibiliser la communauté internationale sur les enjeux de politique intérieure de la RDC afin qu'elle se réengage dans les interventions de consolidation de la démocratie et de l'État de droit dans ce pays.

Le CARSOC voudrait inviter les actrices et acteurs intéressés par la promotion de la démocratie et de l'État de droit dans le monde à y contribuer en amplifiant cette campagne d'information au sein de leurs réseaux d'intervenants (publics et privés) dans ce domaine.

En effet, en ces temps difficiles où la démocratie recule dans le monde, il est plus qu'urgent pour les autres grandes démocraties (occidentales) de **venir au secours des peuples aux prises avec des autocrates en émergence en renforçant leurs capacités de résistance et de lutte**. Les deux pistes essentielles d'action sont : primo, **renforcer les capacités de mobilisation des sociétés civiles locales** et, secundo, **accroître la pression sur les pouvoirs politiques nationaux**.

Pour y arriver, les sociétés civiles occidentales pourraient jouer un rôle primordial pour réengager leurs gouvernements respectifs sur cet enjeu. La société civile congolaise compte également sur tous ces acteurs afin d'appuyer son **Plan d'action stratégique pour défendre la démocratie et l'État de droit en République Démocratique du Congo 2026 -2030** (document à fournir).

Pour le CARSOC,
Dr. N.V. Kamavu
Directeur Exécutif

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751



Campagne internationale d'information

ÉTAT DES LIEUX DE LA DÉMOCRATIE, DE L'ÉTAT DE DROIT ET DES FORCES SOCIO-POLITIQUES EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2026. QUE FAIRE ?

La déconstruction de la démocratie congolaise en bref :

- **2011** : Le Président Joseph Kabila fait réviser la Constitution de 2006 pour faire passer l'élection présidentielle de deux tours à un tour, une configuration qui lui était favorable pour sa réélection.
- **2018** : un opposant qui a perdu l'élection présidentielle, Monsieur Félix Tshisekedi, est substitué à un autre opposant qui a gagné cette élection, Monsieur Martin Fayulu, pour devenir Président de la République. Parce que tel en avait décidé le régime sortant pour partager le pouvoir avec ce dernier.
- **2021** : un coup d'État institutionnel est opéré à l'Assemblée nationale pour attribuer au Président Félix Tshisekedi une majorité parlementaire en violation assumée des lois de la République.
- **2023** : des machines à voter sont distribuées aux partisans du pouvoir pour bourrer les urnes lors des élections générales chaotiques de décembre, organisées de surcroît en violation assumée des lois de la République.
- **2026** : Le Président Félix Tshisekedi reconfirme en conférence de presse le 06 mai 2026 son projet annoncé en octobre 2024 de référendum constitutionnel pour changer la Constitution de 2006 qui lui interdit de briguer un troisième mandat présidentiel. Un référendum dont le processus et le résultat sont assurés d'être manipulés, par défi, comme pour les scrutins de 2018 et 2023.

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751

c/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada (à l'extérieur du Congo)



La déconstruction de la démocratie et de l'État de droit, pourtant naissants en République Démocratique du Congo depuis l'adoption de la Constitution de 2006 et l'organisation des élections générales la même année, a bel et bien commencé sous le régime de Joseph Kabila (2001–2018).

À titre illustratif, on peut citer : la révision constitutionnelle de 2011 ayant supprimé le scrutin présidentiel à deux tours au profit d'un scrutin à un tour afin d'augmenter les chances de victoire du Président sortant ; le refus d'organiser les élections en 2016 dans le but de briguer un troisième mandat présidentiel pourtant interdit par la Constitution ; ainsi que la substitution du vainqueur des élections présidentielles de 2018, M. Martin Fayulu, par l'un des candidats battus, M. Félix Tshisekedi, proclamé président de la République pour avoir accepté de partager le pouvoir avec le camp du Président sortant Joseph Kabila qui n'avait finalement pu se représenter.

Cette dynamique de déconstruction de la démocratie s'est ensuite accélérée sous le régime du Président Félix Tshisekedi. Elle s'est notamment traduite par le renversement illégal de la majorité parlementaire en 2021 ; une gouvernance caractérisée par des violations permanentes et délibérées des lois et de la Constitution ; un processus électoral volontairement bâclé en décembre 2023, marqué par la distribution ciblée de machines à voter aux partisans du pouvoir afin de favoriser des fraudes électorales ; ainsi que l'annonce officielle, en 2024, d'un projet de changement constitutionnel visant à ouvrir la voie à un troisième mandat présidentiel. Après avoir été mis en berne en 2025 à la suite de la pression militaire de la rébellion de l'AFC/M23 marquée par la prise des villes de Goma et Bukavu, ce projet vient d'être réactivé en 2026 par les tenants du pouvoir à Kinshasa. Pour illustrer leur détermination à ce sujet, le deuxième Vice-président du Sénat, Mr Modeste Bahati Lukwebo, membre influent de la majorité présidentielle, a été contraint à démissionner pour s'être prononcé contre ce projet lors d'une conférence de presse tenue le 04 mars 2026. Pour ainsi tuer dans l'œuf toute autre future dissidence!

Dans sa conférence de presse du 06 mai 2026, le Président Félix Tshisekedi a reconfirmé son projet : **référendum constitutionnel** et **troisième mandat** « si le peuple le lui demande » à travers ce référendum. Pour y faire suite, l'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté en juin 2026 la loi référendaire. À la lumière des scrutins de 2018 et 2023, il n'y a point de doute sur l'issue de ce référendum s'il est effectivement organisé. Le Président a également confirmé la





non-organisation des élections de 2028 aussi longtemps qu'une partie des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu sera sous occupation rebelle, tout en maintenant son projet référendaire. Pourtant, cette occupation n'avait pas empêché la tenue des élections de 2023 qui excluait certains territoires occupés du Nord-Kivu.

Depuis le début de l'année 2026, ce sont également des violations explicites et assumées des droits civils et politiques des Congolais, observées depuis le second semestre de 2025, qui témoignent du recul avancé de la démocratie et de l'État de droit, dans une logique manifeste de consolidation d'un régime autoritaire en RDC. Ces violations se manifestent notamment par :

- **Le harcèlement, les enlèvements nocturnes et les arrestations arbitraires de voix dissidentes :**
 - Aubin Minaku, Emmanuel Shadari, John Kabamba, Stéphane Shisso, Nathanaël Onokomba, Papy Mawesi, Dunia Kilanga, Parole Kamizelo, Norbert Yamba Yamba, etc.
- **L'exil forcé des dirigeants de partis politiques d'opposition et d'autres acteurs politiques et civils clés :**
 - Joseph Kabila, Matata Mponyo, Moïse Katumbi, Seth Kikuni, Claudel Lubaya, Frank Diongo, Jean-Claude Vuemba, Pero Luwara, etc.
- **La suspension ou l'interdiction des activités de partis politiques d'opposition,** notamment ceux ayant choisi de s'associer à l'ancien Président de la République au sein de la plateforme « Sauvons la RDC ».

Ce processus de déconstruction de la démocratie et de l'État de droit résulte essentiellement de la volonté des élites au pouvoir de pérenniser leur domination politique et de préserver un système de prédation. Sa mise en œuvre est facilitée par les faiblesses structurelles et chroniques des forces sociales et politiques internes.

La décomposition et la démobilisation de la société civile congolaise en tant que force sociale militante — à l'exception notable de la hiérarchie de l'Église catholique du Congo et de celle de l'Église protestante au Congo — sont aujourd'hui très avancées. Cette situation ne cesse de s'aggraver à mesure que la démocratie et l'État de droit reculent. Pourtant, c'est l'inverse qui aurait été souhaitable dans un tel contexte, afin de maintenir vivante la flamme du combat politique et

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751



de la défense des droits socio-économiques. Si cette réalité n'est pas rapidement corrigée, la société congolaise restera durablement une proie facile aux velléités dictatoriales de tout gouvernant, y compris ceux issus de l'opposition politique — l'actuel président en est une illustration éloquente.

L'affaiblissement profond des partis politiques d'opposition constitue une autre réalité majeure qui laisse le pouvoir en place sans véritable contrepoids. Leur inconstance et leur manque de cohérence dans le combat politique au cours des quatre derniers cycles électoraux ont fini par leur faire perdre la confiance des populations, désormais peu réceptives à leurs appels à la mobilisation. Cet affaiblissement politique concerne tant l'opposition parlementaire qu'extraparlamentaire. Avant les élections de 2023, il existait encore au sein des institutions une opposition parlementaire capable d'influencer les dynamiques politiques institutionnelles. Aujourd'hui, celle-ci est réduite à environ 20 députés sur 500 à l'Assemblée nationale, aucun député dans les 26 assemblées provinciales, et seulement 3 sénateurs sur 100 au Sénat.

Un acteur qui avait commencé à exercer un rapport de force susceptible d'influencer significativement l'agir politique du pouvoir central était la rébellion de l'AFC/M23, soutenue par le Rwanda, notamment après la prise des villes de Goma et de Bukavu en janvier et février 2025. Toutefois, à la suite de la signature de l'Accord de paix RDC-Rwanda à Washington le 4 décembre 2025 et de la perte subséquente de sa capacité de pression militaire, l'AFC/M23 se trouve aujourd'hui politiquement affaiblie. Cette perte de capacité de pression est d'autant plus réelle que le pouvoir de Kinshasa n'a plus beaucoup d'empressement à négocier, avec en vue l'objectif de repousser les élections de 2028 en évoquant la poursuite du conflit. Il faut en effet noter que l'exploitation de l'agression du Rwanda comme capital en politique intérieure est poussée à l'extrême depuis le début de la rébellion, contrairement aux multiples autres conflits armés en cours à travers le pays.

Enfin, la lassitude croissante de la communauté internationale face à l'inconstance et au manque de crédibilité des acteurs politiques congolais a conduit à une quasi-indifférence à l'égard des questions de démocratie et d'État de droit en RDC. Après avoir exercé de fortes pressions sur le régime de Joseph Kabila entre 2016 et 2018 afin d'empêcher un troisième mandat, la communauté internationale s'est progressivement accommodée des multiples atteintes portées à la fragile démocratie congolaise par le pouvoir actuel. Cette attitude confère à ce dernier une marge de manœuvre accrue pour poursuivre, voire intensifier, les violations des droits civils et politiques des Congolais évoquées ci-dessus.

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751



C'est dans ce contexte qu'il faut aujourd'hui réaliser comment « l'accord minier » USA-RDC de décembre 2025 est en train de devenir un accélérateur de la destruction de la démocratie congolaise. En effet, considérant qu'il s'agit d'un accord dont des pans entiers demeurent confidentiels, voici comment le Président Félix Tshisekedi s'en est servi pour justifier son projet de changement constitutionnel devant la presse le 06 mai 2026 : « ***les Américains nous ont exigé certaines réformes qui doivent se faire au niveau de la justice, ces réformes ne se feraient pas sans réviser la Constitution. Donc vous allez nous interdire de la réviser parce qu'il y a deux pélés et trois tondus qui ne veulent pas qu'on touche à la Constitution et on va condamner tout un pays, tout une nation pour faire plaisir à ces deux pélés et trois tondus*** ».

Et si cette demande des États-Unis ne visait qu'à protéger leurs ressortissants contre des poursuites judiciaires pour des infractions commises dans le cadre de l'exécution de cet accord?

Toutefois, le plus grave est surtout le fait de subordonner la Constitution du pays à un contrat commercial et aux demandes d'un autre État en défiant les institutions du pays et son peuple dont les voix opposées à ce contrat et au changement constitutionnel sont muselées.

Enfin, le gouvernement américain serait sollicité, à travers des lobbyings questionnables qui n'excluent pas des possibilités de corruption, pour renforcer politiquement le pouvoir de Kinshasa en s'ingérant dans la politique intérieure congolaise. Le cas d'espèce étant les sanctions ou menaces de sanctions américaines sur des opposants politiques congolais (comme l'exemple très discuté des sanctions imposées à l'ancien Président Joseph Kabila), sous prétexte de compromettre la mise en œuvre des accords de paix RDC-Rwanda. Mais, tout indique que « garantir la bonne exécution de l'accord minier » serait devenu le facteur déterminant des actions du gouvernement américain visant à s'assurer une totale collaboration du Président Tshisekedi.





Que faire ?

La reconstruction sur l'ensemble du pays d'une société civile forte et mobilisable, d'une part, et la remobilisation de la communauté internationale (dont ses **puissances moyennes** pour suppléer l'administration américaine actuelle) afin de la réengager sur les enjeux politiques congolais, d'autre part; telles sont les deux actions urgentes à entreprendre pour sauvegarder la démocratie et l'État de droit en RDC.

Il existe en RDC deux grandes structures de la société civile dont l'engagement de leurs hiérarchies envers la démocratie congolaise est sans faille : l'Église catholique du Congo et l'Église protestante au Congo. Ce sont aussi les deux structures dont la présence sur l'ensemble du territoire national est effective à travers les paroisses disséminées sur ce dernier qui sont fréquentées par plus de 85% des Congolais. Au niveau local, ces paroisses constituent des structures les mieux organisées et les mieux dotées autant en infrastructures qu'en ressources humaines formées des élites laïques actives comme paroissiens. Tous ces facteurs font de ces deux structures le socle pour reconstruire rapidement une société civile forte et mobilisable. L'urgence d'organiser ces paroissiens laïcs s'impose!

Pour remobiliser la communauté internationale, il appartient aux élites civiles congolaises engagées en faveur de la démocratie et de l'État de droit d'entreprendre des plaidoyers crédibles à cet effet. Elles doivent rapidement faire émerger des équipes composées de nouveaux visages compétents et intègres auxquels les acteurs internationaux pourraient à nouveau faire confiance. Il s'agit d'obtenir de ces derniers deux engagements : un **soutien massif à la reconstruction rapide d'une société civile congolaise mobilisable** et des **pressions accrues sur les gouvernants congolais**.

Le dialogue national inclusif tant réclamé, pour lequel les Pères des deux Églises susmentionnées ont fourni beaucoup d'efforts depuis janvier 2025 mais auquel le pouvoir de Kinshasa continue à s'opposer, demeure indispensable pour définir une feuille de route crédible en vue de la sauvegarde de la démocratie et de l'État de droit au Congo. Le combat pour sa concrétisation doit se poursuivre. Toutefois, en l'absence de forces sociales structurées et de pressions politiques effectives — tant internes qu'externes — capables de contraindre le pouvoir à se conformer à la feuille de route qui en sortira, celle-ci risque de demeurer lettre morte.

Pour le CARSOC,
La Direction.

Centre d'Appui au Renforcement de la Société Civile et la Bonne Gouvernance en R.D. Congo – CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751

c/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada (à l'extérieur du Congo)



International Advocacy Campaign on the State of Democracy and Rule of Law in the Democratic Republic of Congo (DRC)

The Center for Support to the Strengthening of Civil Society and Good Governance in the D.R. Congo (CARSOC) hereby makes public the information note entitled ***“The State of Democracy, Rule of Law, and Socio-Political Forces in the Democratic Republic of Congo from the Beginning of 2026. What Should Be Done?”*** (attached).

This campaign aims to raise awareness within the international community about the domestic political challenges facing the DRC, in order to encourage renewed engagement in interventions aimed at consolidating democracy and the rule of law in the country.

CARSOC would like to invite all actors committed to promoting democracy and the rule of law worldwide to contribute by amplifying this information campaign within their respective networks of stakeholders (both public and private) working in this field.

Indeed, in these difficult times when democracy is declining across the world, it is more urgent than ever for major (Western) democracies to **assist peoples confronted with emerging autocrats, by strengthening their capacities for resistance and collective struggle**. The two essential avenues for action are, first, **strengthening the mobilization capacities of local civil societies** and, second, **increasing pressure on national political authorities**.

To achieve this, Western civil societies could play a pivotal role in re-engaging their respective governments on this issue. Congolese civil society is also counting on all these actors to support its **Strategic Action Plan to Defend Democracy and the Rule of Law in the Democratic Republic of Congo 2026–2030** (document to be provided).

For CARSOC,
Dr. N.V. Kamavu
Executive Director

Center for support to the strengthening of civil society and good Governance in the D.R Congo - CARSOC

 Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)

 carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com

 +243 815 733 053 / +1 514 243 2751

c/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada (à l'extérieur du Congo)

International Advocacy Campaign

THE STATE OF DEMOCRACY, RULE OF LAW, AND SOCIO-POLITICAL FORCES IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO SINCE EARLY 2026 WHAT SHOULD BE DONE?

The Deconstruction of Congolese Democracy in Brief:

- **2011:** President Joseph Kabila amended the 2006 Constitution to change the presidential election from two rounds to a single round — a configuration that favored his re-election.
- **2018:** An opposition candidate who lost the presidential election, Mr. Félix Tshisekedi, was substituted for another opposition candidate who actually won the election, Mr. Martin Fayulu, to become President of the Republic — because the outgoing regime had decided to share power with him.
- **2021:** An institutional coup was carried out in the National Assembly to grant President Félix Tshisekedi a parliamentary majority, in open violation of the laws of the Republic.
- **2023:** Voting machines were distributed to supporters of the ruling power to stuff ballot boxes during the chaotic general elections of December, which were moreover organized in open violation of the laws of the Republic.
- **2026:** On May 6, 2026, President Félix Tshisekedi reconfirmed in a press conference his plan — first announced in October 2024 — to hold a constitutional referendum to amend the 2006 Constitution, which bars him from seeking a third presidential term. A referendum whose process and outcome are certain to be manipulated, defiantly, as for the 2018 and 2023 elections.

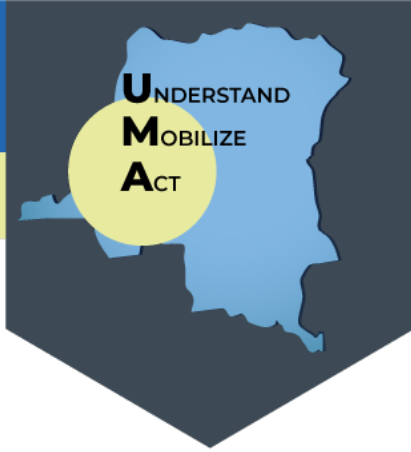
Center for support to the strengthening of civil society and good Governance in the D.R Congo - CARSOC

 Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)

 carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com

 +243 815 733 053 / +1 514 243 2751

c/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada (à l'extérieur du Congo)



The deconstruction of democracy and the rule of law—which had only begun to take root in the Democratic Republic of Congo since the adoption of the 2006 Constitution and the organization of general elections that same year—started under the regime of Joseph Kabila (2001–2018).

By way of illustration, this process included the 2011 constitutional amendment that replaced the two-round presidential election with a single-round system in order to increase the incumbent President’s chances of victory; the refusal to organize elections in 2016 with the aim of securing a third presidential term, despite the constitutional prohibition; and the substitution of the winner of the 2018 presidential election, Mr. Martin Fayulu, with one of the defeated candidates, Mr. Félix Tshisekedi, who was proclaimed President of the Republic after agreeing to share power with the outgoing President Joseph Kabila, who had ultimately been unable to run again.

This dynamic of democratic backsliding then accelerated under President Félix Tshisekedi’s regime. It notably manifested itself through the illegal overturning of the parliamentary majority in 2021; a mode of governance marked by persistent and deliberate violations of the law and the Constitution; a deliberately flawed electoral process in December 2023, characterized by the targeted distribution of voting machines to supporters of the ruling power to facilitate electoral fraud; and the official announcement, in October 2024, of a constitutional reform project aimed at enabling a third presidential term. After having been put on hold in 2025 due to military pressure from the AFC/M23 rebellion, marked by the capture of the cities of Goma and Bukavu, this project was reactivated in 2026 by those in power in Kinshasa. To illustrate their determination, the Second Vice-President of the Senate, Mr. Modeste Bahati Lukwebo—an influential member of the presidential majority—was forced to resign after publicly opposing the project during a press conference on March 4, 2026. To prevent any future dissent!

In his press conference of May 6, 2026, President Félix Tshisekedi reconfirmed his plan: a **constitutional referendum** and a **third term** “if the people request it” through that referendum. Following this announcement, the National Assembly and the Senate adopted the referendum law in June 2026. In light of the 2018 and 2023 elections, there

Center for support to the strengthening of civil society and good Governance in the D.R Congo - CARSOC

 Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)

 carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com

 +243 815 733 053 / +1 514 243 2751

c/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada (à l'extérieur du Congo)



is little doubt about the outcome of such a referendum if it is indeed organized. The President also confirmed that the **2028 elections would not be organized** as long as parts of North Kivu and South Kivu remain under rebel occupation, while nonetheless maintaining his referendum project. Yet this occupation did not prevent him to organize the 2023 elections, which simply excluded certain occupied territories of North Kivu.

Since the beginning of 2026, explicit and deliberate violations of the civil and political rights of Congolese citizens—already observed since the second half of 2025—have further demonstrated the advanced decline of democracy and the rule of law, in a clear trajectory toward the consolidation of an authoritarian regime in the DRC. These violations are manifested notably through:

- **Harassment, nighttime abductions, and arbitrary arrests of dissenting voices:**
 - Aubin Minaku, Emmanuel Shadari, John Kabamba, Stéphane Shisso, Nathanaël Onokomba, Papy Mawesi, Dunia Kilanga, Parole Kamizelo, Norbert Yamba Yamba, etc.
- **Forced exile of opposition party leaders and other civic actors:**
 - Joseph Kabila, Matata Mponyo, Moïse Katumbi, Seth Kikuni, Claudel Lubaya, Frank Diongo, Jean-Claude Vuemba, Pero Luwara, etc.
- **Suspension or prohibition of activities of opposition political parties,** particularly those that chose to align with the former President of the Republic within the “Sauvons la RDC” platform.

This process of dismantling democracy and the rule of law stems primarily from the determination of the ruling elites to perpetuate their political dominance and preserve a predatory system. Its implementation is facilitated by the structural and chronic weaknesses of internal social and political forces.

The disintegration and demobilization of Congolese civil society as a militant social force—except for the notable role of the leadership of the Catholic Church and the Protestant Church in Congo—are now highly advanced. This situation continues to worsen as democracy and the rule of law regress. Yet, under such circumstances, the

Center for support to the strengthening of civil society and good Governance in the D.R Congo - CARSOC



Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)



carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com



+243 815 733 053 / +1 514 243 2751



opposite dynamic would have been desirable, in order to keep alive the struggle for political freedoms and socio-economic rights. If this reality is not corrected quickly, Congolese society will remain an easy prey for the dictatorial ambitions of any ruler, including those emerging from the political opposition—a reality clearly illustrated by the current President.

The severe weakening of opposition political parties constitutes another major reality that leaves the ruling power without any real counterweight. Their inconsistency and lack of coherence in political struggle over the last four electoral cycles have ultimately eroded public trust, with populations increasingly becoming unresponsive to their calls for mobilization. This political weakening affects both parliamentary and extra-parliamentary opposition. Before the 2023 elections, there still existed within the institutions a parliamentary opposition capable of influencing institutional political dynamics. Today, it has been reduced to around 20 deputies out of 500 in the National Assembly, none in the 26 provincial assemblies, and only 3 senators out of 100 in the Senate.

One actor that had begun to exert a balance of power capable of significantly influencing the political actions of the central government was the AFC/M23 rebellion, supported by Rwanda, particularly after the capture of the cities of Goma and Bukavu in January and February 2025. However, following the signing of the DRC-Rwanda Peace Agreement in Washington on December 4, 2025, and the subsequent loss of its military leverage, the AFC/M23 is now politically weakened. This loss of leverage is all the more evident as the government in Kinshasa is no longer eager to negotiate, with the objective of postponing the 2028 elections by invoking the continuation of the conflict. It should be noted that the exploitation of Rwanda's aggression as political capital in domestic politics has been pushed to the extreme since the beginning of the rebellion, in contrast to the numerous other armed conflicts currently underway across the country.

Finally, the growing fatigue of the international community with the inconsistency and lack of credibility of Congolese political actors has led to near-indifference regarding issues of democracy and the rule of law in the DRC. After exerting strong pressure on Joseph Kabila's regime between 2016 and 2018 to prevent a third term, the international

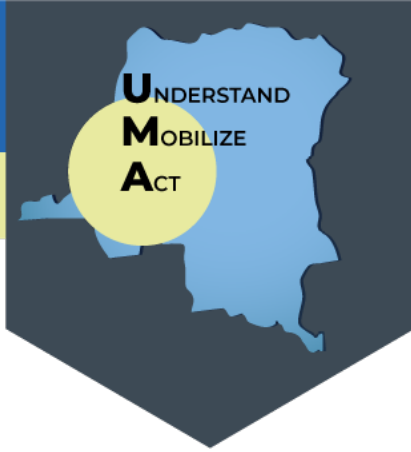
Center for support to the strengthening of civil society and good Governance in the D.R Congo - CARSOC

 Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)

 carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com

 +243 815 733 053 / +1 514 243 2751

c/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada (à l'extérieur du Congo)



community has gradually accommodated the multiple assaults on the fragile Congolese democracy by the current government. This attitude has given the latter greater latitude to pursue—and even intensify—the violations of civil and political rights outlined above.

In this context, it is important to consider how the December 2025 USA-DRC “mining agreement” is becoming an accelerator of the destruction of Congolese democracy. Indeed, considering that large portions of this agreement remain confidential, here is how President Félix Tshisekedi used it to justify his constitutional reform project during a press conference on May 6, 2026: **“The Americans demanded certain reforms that must be carried out within the justice system, and these reforms cannot be implemented without revising the Constitution. So, are you going to forbid us from revising it because there are two or three nobodies who don’t want the Constitution to be touched, and we are going to condemn an entire country, an entire nation, just to please those two or three nobodies?”**

What if this alleged U.S. request was merely aimed at protecting its nationals from prosecution for offenses committed in the context of implementing this agreement?

However, the most serious issue is the subordination of the country’s Constitution to a commercial contract and to the demands of another State, in defiance of national institutions and of the Congolese people, whose voices opposing both the contract and the constitutional change are being silenced.

Finally, the U.S. government is reportedly being solicited—through questionable lobbying that may involve corruption—to politically strengthen the power in Kinshasa by interfering in Congolese domestic politics. A notable example would be the U.S. sanctions or threats of sanctions on Congolese political opponents, such as the highly debated sanctions imposed on former President Joseph Kabila on April 30, 2026, under the pretext that these individuals undermine the implementation of the DRC-Rwanda peace agreements. Yet all indications suggest that ensuring the implementation of the mining agreement has become the determining factor behind the actions of the U.S. government aimed at securing the full cooperation of President Tshisekedi.

Center for support to the strengthening of civil society and good Governance in the D.R Congo - CARSOC

 Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)

 carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com

 +243 815 733 053 / +1 514 243 2751

c/o IRSC, CP 10017 Longueuil, CP Curé-Poirier, QC, J4K 0B3 Canada (à l’extérieur du Congo)



What Should Be Done?

Rebuilding a strong and mobilizable civil society across the entire country, on the one hand, and re-mobilizing the international community (mostly the **middle powers** capable of compensating for the current posture of the U.S. administration) so that it re-engages with Congolese political issues, on the other hand, these are the two urgent actions that are required to safeguard democracy and the rule of law in the DRC.

Indeed, there are in the DRC two major civil society structures whose leaderships have demonstrated unwavering commitment to Congolese democracy: the Catholic Church of Congo and the Protestant Church in Congo. These are also the two institutions with an effective presence throughout the national territory, through parish networks attended by more than 85% of Congolese citizens. At the local level, these parishes are the best-organized and best-resourced structures, both in terms of infrastructure and human resources, composed of active lay elites. All these factors make these two institutions the foundation for rapidly rebuilding a strong and mobilizable civil society. The urgency of organizing these lay parishioners is clear.

To re-mobilize the international community, it is up to Congolese civic elites committed to democracy and the rule of law to undertake credible advocacy efforts. They must quickly form teams composed of new, competent, and trustworthy figures in whom international actors can once again place confidence. The goal is to secure two commitments from these actors: **substantial support for the rapid reconstruction of a mobilizable Congolese civil society**, and **increased pressure on Congolese authorities**.

The inclusive national dialogue so often demanded—for which the leaders of the two aforementioned Churches have made significant efforts since January 2025, but to which the government in Kinshasa continues to oppose itself—remains essential for defining a credible roadmap to safeguard democracy and the rule of law in Congo. The struggle for its realization must continue. However, in the absence of structured social forces and effective political pressure—both internal and external—capable of compelling the government to comply with the resulting roadmap, it risks remaining a dead letter.

For CARSOC,
the Management.

This document is partially IA translated from French

Center for support to the strengthening of civil society and good Governance in the D.R Congo - CARSOC

 Avenue Tombalbaye, Gombe,
Kinshasa (au Congo)

 carsocasbl@yahoo.com / irsc.ong@gmail.com

 +243 815 733 053 / +1 514 243 2751